

# Statut, mérite, licenciement : une majorité d'agents soutient la réforme

*Bastien Scordia*

Le ministre Stanislas Guerini vient de l'annoncer : il veut "*lever le tabou*" du licenciement dans la fonction publique, notamment en rendant plus clair et en facilitant les licenciements pour insuffisance professionnelle. Une piste qui a rapidement suscité l'ire des syndicats. Mais qu'en pensent les Français et, surtout, les agents publics ?

Selon un sondage Odoxa-Backbone Consulting-Le Figaro publié ce vendredi 12 avril\*, 72% des Français seraient favorables à ce que l'on "*puisse licencier plus facilement un fonctionnaire pour insuffisance professionnelle*". La même proportion est observée s'agissant du développement de la rémunération au mérite, une autre piste sensible de la future réforme de la fonction publique que le gouvernement Attal doit présenter à l'automne.

*"La large adhésion des Français aux idées lancées par Stanislas Guerini révèle une aspiration à une gestion plus dynamique et performante de la fonction publique, explique la directrice générale d'Odoxa, Céline Bracq. Cette perspective traduit aussi un désir de rapprochement des pratiques du public vers celles du secteur privé, où ces principes sont plus couramment appliqués"*.

## **Changements disruptifs approuvés**

Les agents publics "*approuvent*" aussi "*ces changements potentiellement disruptifs pour leur sécurité d'emploi et leur mode de rémunération*", ajoute la responsable de l'institut de sondage. 65% des agents publics interrogés se montrent en effet favorables à la facilitation du licenciement pour insuffisance professionnelle et 71% au développement de la rémunération au mérite dans la fonction publique.

Ce n'est pas la première fois que les agents publics soutiennent une accentuation de la rémunération au mérite. Selon une enquête commandée en 2022 par le ministère de la Fonction publique auprès de l'Ipsos, 83% des agents sondés se disaient ainsi favorables à une "*meilleure prise en compte*" du mérite dans leur rémunération "*afin de mieux gratifier les efforts fournis*".

Sans surprise, ces deux pistes de réforme sont soutenues par les sympathisants de Renaissance (le parti présidentiel) mais aussi par les sympathisants de droite. Ceux-ci, analyse Céline Bracq, "*montrent un soutien fort à ces mesures*", "*reflétant une inclination idéologique pour une efficacité accrue et une responsabilisation individuelle*". 83% des sympathisants de Renaissance interrogés et 79% des sympathisants de droite plaident ainsi en faveur de licenciements facilités. Cette proportion est respectivement de 86% et de 76% s'agissant du développement de la

rémunération au mérite.

## **Quid de la remise en cause de la garantie de l'emploi ?**

A l'inverse, indique la sondeuse, les sympathisants de gauche sondés "*se montrent moins enthousiastes*" s'agissant de ces pistes de réforme (61% d'entre eux les soutiennent). Comme les syndicats, ces sympathisants sont "*traditionnellement attachés à ces critères de rémunération plus uniformes*", ajoute-t-elle.

A noter aussi que le sondage d'Odoxa teste plusieurs autres pistes, dont celle de la remise en cause de la garantie de l'emploi dans la fonction publique. Une garantie sur laquelle le gouvernement Attal ne souhaite pas pour autant revenir. 64% des français disent ainsi vouloir revenir sur "*la sécurité de l'emploi des fonctionnaires*". Cette proportion est de 61% chez les agents publics interrogés.

Odoxa a aussi posé une autre question intéressante aux sondés, celle de savoir s'ils ont "*le sentiment que l'on demande plutôt trop d'efforts ou plutôt pas assez d'efforts à la fonction publique et aux fonctionnaires*". Résultat : "*une courte majorité de Français de 51% a le sentiment qu'on ne leur demande pas assez d'efforts*". "*Cela reflète le contraste des perceptions entre les salariés du privé et du public, affirme Céline Bracq. Les salariés du privé sont 57% à trouver qu'on ne demande pas assez d'efforts à la fonction publique quand les agents publics sont 73% à considérer qu'on leur en demande trop*".

*\*Ce sondage a été réalisé par internet les 10 et 11 avril auprès d'un échantillon de 1 0005 Français représentatif de la population française*

## **Une réduction du nombre de fonctionnaires de moins en moins souhaitée**

Les Français ayant une "*meilleure image*" des agents publics, ceux-ci "*aspirent de moins en moins à une réduction de leur nombre*", affirme en effet la directrice générale d'Odoxa Céline Bracq, alors que l'exécutif réfléchit à de nouvelles économies. "Seuls" 41% des sondés se disent ainsi favorables à une réduction des effectifs dans la fonction publique. Une proportion en baisse de 3 points par rapport à 2021 et même de 21 points par rapport à 2014.